



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
ΤΗΣ 5 ΙΟΥΛΙΟΥ 1982

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
85

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1267. Γιὰ τὴν κύρωση τῆς Συμφωνίας συνεργασίας μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς 'Ιταλικῆς Δημοκρατίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη τὴν 6η Μαρτίου 1979 γιὰ τὴν προστασία τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος τοῦ Ιόνιου Πελάγους καὶ τῶν παράκτιων ζωῶν τοῦ. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

453. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 648/1969 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Κάτερου 'Ηλείας ἵδιου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτική Βιβλιοθήκη Κάτερου» (φ. 202/1969 Α'). 2
454. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 8/1972 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Στρεφίου 'Ηλείας ἵδιου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτική Βιβλιοθήκη Στρεφίου» (φ. 4/1972 Α'). 3
455. Σύσταση στὸ Δῆμο Δομοκοῦ Νομοῦ Φθιώτιδος ἵδιου νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Μορφωτικὸν Κέντρον Δομοκοῦ». 4
456. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 628/1960 (φ. 140/1960 Α'). 5
457. Σύσταση νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Πλευρατικὸν Κέντρον Διεξετῶν». 6
458. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 340/1965 (φ. 82/1965 Α'). 7
459. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος ἀπὸ 18.12.1954 (φ. 19/1955 Α'). 8
460. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 395/1962 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Καταρράκτου—'Αρτης ἵδιου γραμμικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Τέχνης Βιβλιοθήκη» (φ. 94/1962 Α'). 9
461. Σύσταση στὸ Δῆμο Καλαμάτας Νομοῦ Μεσσηνίας ἵδιου νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Δημοτικὸν Θέατρο Καλαμάτας». 10

462. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 603/1972 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Εηροκαρπίου Λακωνίας ἵδιου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὴ Βιβλιοθήκη Εηροκαρπου» (φ. 170/1972 Α'). 11
463. Σύσταση στὸ Δῆμο Καλαμάτας Νομοῦ Δωδεκανήσου ἵδιου νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Κέντρο Νεότητας Καλαμάτας». 12
464. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος τῆς 11.3.1957 «περὶ συστάσεως ἐν τῷ Δήμῳ Νέας Φιλαθηλείας ἵδιου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Φιλαθηλειακὴ Νέας Φιλαθηλείας» (φ. 54/1957 Α'). 13
465. Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος τῆς 8.6.1937 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσπού ἐν τῷ Νομῷ 'Ελέρου» (φ. 223/1937 Α'). 14

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1267

Ιτὴν τὴν κύρωση τῆς Συμφωνίας συνεργασίας μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς 'Ιταλικῆς Δημοκρατίας ποὺ ἐπογράφηκε στὴ Ρώμη τὴν 6 Μαρτίου 1979 γιὰ τὴν προστασία τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος τοῦ Ιονίου Πελάγους καὶ τῶν παράκτιων ζωῶν τοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυριαρχεῖν αὐτὸν ἐκδιδομεν τὸν κατωτέρῳ ὑπὸ τῆς Βουλῆς φτιαχθέντα νόμον:

"Αρθρο 1.

Κυρώνεται αὐτὸν ἔχει τὴν ἴσχυ ποὺ προβλέπει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Συμφωνία συνεργασίας μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς 'Ιταλικῆς Δημοκρατίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη τὴν 6 Μαρτίου 1979 γιὰ τὴν προστασία τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος τοῦ Ιονίου Πελάγους καὶ τῶν παράκτιων ζωῶν τοῦ, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ πρωτότυπο στὰ Γαλλικὰ καὶ τὰ ἑλληνικὰ μετάφραση ἔχει ὡς ἔξης:

ACCORD DE COOPERATION

Entre la République Hellénique et la République Italienne sur la protection du milieu marin de la mer Ionienne et de ses zones côtières.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Italienne

soucieux de préserver et d'améliorer la qualité du milieu marin de la mer Ionienne et d'en protéger les zones côtières contre les risques de la pollution marine

désireux de renforcer l'étroite collaboration entre les deux Gouvernements en vue de la réalisation de ces buts

tenant compte de l'accord entre la République Hellénique et la République Italienne sur la délimitation des zones du plateau continental propres à chacun des deux Etats, signé à Athènes le 24 mai 1977, et des implications qui peuvent en dériver en ce qui concerne la préservation du milieu marin

tenant compte de l'esprit de coopération qui a animé les Etats signataires de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, conclue à Barcelone le 16 février 1976, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Gouvernements contractants décident d'instaurer une étroite coopération dans le but de prévenir, combattre et supprimer graduellement la pollution des eaux de la Mer Ionienne et des ses zones côtières.

Article 2

Le présent s'applique à la région maritime comprise, à l'Est, par les lignes côtières grecques occidentales, des îles Othonoi à l'île de Gavdos (Crète), à l'Ouest, par les lignes côtières italiennes orientales d'Otranto à Capo Passero, au Nord, par la limite méridionale de l'Adriatique et, au Sud, par une ligne allant de l'île de Gavdos au Capo Passero en passant par le point latitude Nord 35° 34',2 longitude Est Greenwich 18° 20',7.

Le champ d'application du présent accord peut être étendu par décision de l'Organe prévu par l'article suivant, sous réserve d'approbation de la part des deux Gouvernements contractants.

Article 3

A ces fins les Gouvernements contractants décident de constituer une Commission mixte dénommée dans le texte ci-après «La Commission».

Article 4

La Commission est chargée :

a) D'examiner tout problème relatif à la protection du milieu marin compris dans le champ d'application du présent accord

b) De proposer aux Gouvernements contractants des recherches et des études dans le but de déterminer les causes, l'origine, la nature et le degré de pollution marine, et d'évaluer les éléments qui en résultent

c) D'élaborer des programmes et de proposer aux Gouvernements contractants les mesures et les moyens nécessaires pour faire face aux causes qui provoquent ou pourraient provoquer la dégradation du milieu marin.

d) De donner son avis sur le contenu d'accords et de programmes spécifiques bilatéraux et autres portant sur le champ d'application du présent accord dans le but de les harmoniser avec ses propres programmes

e) De collaborer avec les Commissions qui s'occupent de questions analogues concernant les mers avoisinantes

f) De soumettre aux Gouvernements contractants un rapport annuel sur ses activités et les résultats de cel-

les-ci. Outre les rapports annuels, la Commission peut soumettre des rapports intermédiaires où figurent les résultats des études et des recherches qu'elle a directement proposées, ses activités ainsi que ses propositions d'actions futures. Tous ces rapports pourront être publiés avec le consentement des Gouvernements contractants.

Article 5

La Commission se compose des deux délégations des Gouvernements contractants.

Chaque Gouvernement désigne huit délégués au plus dont un chef de délégation.

Chaque délégation peut s'adjointre des experts pour examiner des questions particulières.

La Commission peut également créer des groupes de travail et charger des experts de l'étude de problèmes spéciaux.

Article 6

La Présidence de la Commission est assurée par le chef de la délégation du pays où se tient la session ordinaire, et est maintenue jusqu'à la prochaine session ordinaire.

Article 7

La Commission se réunit en session ordinaire au moins une fois par an sur convocation de son président, en alternance dans chacun des deux pays. Des sessions extraordinaires sont convoquées par le Président à la demande de l'une des délégations pour l'examen de questions urgentes. Le Président propose le lieu et la date de la session ainsi que le projet de l'ordre du jour, dans lequel chaque délégation fait figurer les points qu'elle désire traiter. L'ordre du jour des sessions ordinaires est communiqué aux délégations un mois avant la date de la session.

Article 8

Chaque délégation dispose d'une voix. Les décisions sont prises d'un commun accord.

Pour chaque session, il sera dressé et adopté un compte rendu qui sera signé par les chefs des deux délégations.

Article 9

Pour être effectivement informée sur le plan scientifique et technique, la Commission réunit les données et les renseignements disponibles et établit les liaisons tant entre les deux parties qu'avec les organismes internationaux compétents en matière de protection du milieu marin.

Article 10

Les Gouvernements contractants examinent les propositions élaborées par la Commission et décident des conditions d'application des mesures nécessaires.

Article 11

Chaque Gouvernement contractant supporte les frais de sa participation au sein de la Commission et des éventuels groupes de travail ainsi que les frais des recherches entreprises sur son territoire. Les dépenses des programmes et des recherches d'intérêt commun seront réparties entre les Gouvernements contractants selon les modalités proposées par la Commission et arrêtées par lesdits Gouvernements. Une procédure analogue s'appliquerait dans le cas où des recherches extraordinaires seraient proposées par la Commission.

Article 12

La Commission établit son règlement intérieur, rédigé dans les langues grecque et italienne.

Article 13

Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui sera effectué à Athènes.

Article 14

A l'expiration d'un délai de quatre ans après sa mise en vigueur, chacun des Gouvernements contractants peut dénoncer à tout moment le présent accord, après un préavis de six mois.

Fait à Rome le 6 mars 1979 en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

Pour le Gouvernement de la République Italienne

Συμφωνία συνεργασίας μεταξύ της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και της 'Ιταλικής Δημοκρατίας για τὴν προστασία του θαλασσίου περιβάλλοντος του Ιονίου Πελάγους και των παρακτίων ζωνών του.

'Η Κυβέρνηση τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας και ἡ Κυβέρνηση τῆς 'Ιταλικῆς Δημοκρατίας,

'Έκδηλωνοντας τὸ ἔντονο ἐνδιαφέρον τους γιὰ τὴν δικτήση και βελτίωση τῆς ποιότητας του θαλάσσιου περιβάλλοντος του Ιονίου Πελάγους και γιὰ τὴν προστασία τῶν παράκτιων ζωνών του ἀπὸ τοὺς κινδύνους τῆς θαλάσσιας ρύπανσης.

'Ἐπιθυμώντας τὴν ἐνίσχυση τῆς στενῆς συνεργασίας μεταξύ τῶν δύο Κυβερνήσεων γιὰ τὴν ἐπίτευξη τῶν σκοπῶν αὐτῶν.

'Ἐχοντας ὑπόψη τὴν συμφωνία ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα τὴν 24η Μαΐου 1977 μεταξύ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας και τῆς 'Ιταλικῆς Δημοκρατίας γιὰ τὴν ὄριοθέτηση τῶν ζωνών τῆς οὐφαλοκρηπίδας ποὺ ἀνήκουν σὲ κάθε ἔνα ἀπὸ τὰ δύο κράτη και τὶς συνέπειες οἱ ὅποιες εἰναι δυνατὸν νὰ προκύψουν ἀπὸ αὐτὴν ὅσον ἀφορᾶ τὴ διαφύλαξη τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος.

'Ἐχοντας ὑπόψη τὸ πνεῦμα συνεργασίας ποὺ ἐνέπνευσε τὰ συμβαλλόμενα Κράτη τῆς Διεθνοῦς Σύμβασης γιὰ τὴν προστασία τῆς Μεσογείου Θάλασσας ἀπὸ τὴν ρύπανση, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Βαρκελώνη στὶς 16 Φεβρουαρίου 1976, συμφώνησαν τὰ ἔξης :

'Αρθρο 1.

Οἱ συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις ἀποφασίζουν νὰ ἐγκαθιδρύσουν στενὴ συνεργασία μὲ σκοπὸ τὴν πρόληψη, καταπολέμηση και βαθμαία ἐξάλευψη τῆς ρύπανσης τῶν δύοτάν του 'Ιονίου Πελάγους και τῶν παράκτιων ζωνών του.

'Αρθρο 2.

'Η συμφωνία αὐτὴ ἐφαρμόζεται στὴ θαλάσσια περιοχὴ ποὺ περιλαμβάνεται, 'Ανατολικὰ, ἀπὸ τὶς δυτικὲς ἑλληνικὲς ἀκτογραμμὲς ποὺ ἔκτεινονται ἀπὸ τὰ νησιά 'Οθωνοι μέχρι τὸ νησὶ Γαῦδο (Κρήτης), Δυτικά, ἀπὸ τὶς ἀνατολικὲς ἀκτογραμμὲς ποὺ ἔκτεινονται ἀπὸ τὸ 'Οτράντο μέχρι τὸ Κάπο Πάσσερο, Βόρεια ἀπὸ τὸ νότιο δριό τῆς 'Αδριατικῆς και Νότια ἀπὸ μιὰ εὐθεία ἡ ὁποία ἔνωνε τὸ νησὶ Γαῦδο μὲ τὸ Κάπο Πάσσερο και διέρχεται ἀπὸ τὸ σημεῖο μὲ συντεταγμένες : βόρειο γεωγραφικὸ πλάτος 35°34'2'', ἀνατολικὸ γεωγραφικὸ μῆκος Γρεκονοιτις 180°20'.

Τὸ πεδίο ἐφαρμογῆς τῆς συμφωνίας αὐτῆς μπορεῖ νὰ ἐπεκταθεῖ μὲ ἀπόφαση τοῦ ὁργάνου ποὺ προβλέπεται στὸ ἐπόμενο ἀρθρο, μὲ ἐπιφύλαξη τῆς ἔγκρισης τῶν δύο συμβαλλόμενων Κυβερνήσεων.

'Αρθρο 3.

Γιὰ τὴν ἐπίτευξη τῶν σκοπῶν αὐτῶν οἱ συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις ἀποφασίζουν νὰ συστήσουν μικτὴ 'Επιτροπή, ποὺ στὸ ἔξης θὰ ἀποκαλεῖται στὸ κείμενο «ἡ 'Επιτροπή».

'Άρθρο 4.

'Η 'Επιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη μὲ τὰ ἔξης :

Νὰ ἔξετάζει καθεύδη πρόβλημα σχετικὸ μὲ τὴν προστασία τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος ποὺ περιλαμβάνεται στὸ πεδίο ἐφαρμογῆς τῆς παρούσας συμφωνίας.

Νὰ προτείνει στὶς συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις τὴ διεξαγωγὴ ἐρευνῶν και μελετῶν μὲ σκοπὸ τὸν προσδιορισμὸ τῶν αἰτίων, τῆς προέλευσης, τῆς φύσης και τοῦ βαθμοῦ τῆς θαλάσσιας ρύπανσης και νὰ διειδογεῖ τὰ στοιχεῖα ποὺ προκύπτουν ἀπὸ αὐτές.

Νὰ καταρτίζει προγράμματα και νὰ προτείνει στὶς συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις τὰ μέτρα και μέσα τὰ ἀναγκαῖα γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση τῶν αἰτίων τὰ διόπτα προκαλοῦν· ἢ μπορεῖ νὰ προκαλέσουν τὴν ὑποβάθμιση τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος.

Νὰ γνωμοδοτεῖ γιὰ τὸ περιεχόμενο τῶν εἰδικῶν συμφωνῶν και προγραμμάτων διμερῶν ἢ ἀλλων, ἀναφερομένων στὸ πεδίο ἐφαρμογῆς τῆς συμφωνίας αὐτῆς μὲ σκοπὸ τὴν ἀναρμόνισθή τους πρὸς τὰ δικά της προγράμματα.

Νὰ συνεργάζεται μὲ τὶς 'Επιτροπές οἱ ὅποιες ἀσχολοῦνται μὲ ἀνάλογα θέματα ποὺ ἀφοροῦν στὶς γειτονικὲς θάλασσες.

Νὰ ὑποβάλλει στὶς συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις ἐτήσια ἔκθεση τῶν δραστηριοτήτων της και τῶν ἀποτελεσμάτων τους. 'Εκτὸς τῶν ἐτήσιων ἐκθέσεων, ἡ 'Επιτροπὴ μπορεῖ νὰ ὑποβάλλει και ἐνδιάμεσες ἐκθέσεις ποὺ θὰ παρουσιάζουν τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν και ἐρευνῶν τὶς ὅποιες ἀμεσα ἔχει προτείνει, τὶς δραστηριότητές της καθὼς και τὶς προτάσεις της γιὰ μελλοντικές ἐνέργειες. "Ολες αὐτὲς οἱ ἔκθεσεις θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ δημοσιεύονται μὲ τὴ συγκατάθεση τῶν συμβαλλόμενων Κυβερνήσεων.

'Άρθρο 5.

'Η 'Επιτροπὴ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὶς ἀντιπροσωπεῖες τῶν συμβαλλόμενων Κυβερνήσεων. Κάθε Κυβέρνηση δρίζει δικτύο ἀντιπροσώπους ἀπὸ τοὺς ὅποιους ἔνας εἶναι ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας. Κάθε ἀντιπροσωπεία μπορεῖ νὰ προσετελεῖται ἐμπειρογνώμονες γιὰ τὴν ἔξεταση εἰδικῶν θεμάτων. 'Η 'Επιτροπὴ μπορεῖ ἐπίσης νὰ συνιστᾶ διμάδες ἐργασίας και νὰ ἀναβάτει σὲ ἐμπειρογνώμονες τὴν μελέτη εἰδικῶν προβλημάτων.

'Άρθρο 6.

'Η Προεδρία τῆς 'Επιτροπῆς ἀνατίθεται στὸν ἀρχηγὸν τῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ Κράτους ποὺ λαμβάνει χώρα ἡ τακτικὴ συνέλευση και δ ὅποιος τὴ διατηρεῖ μέχρι τὴν ἐπόμενη τακτικὴ συνέλευση.

'Άρθρο 7.

'Η 'Επιτροπὴ συνέρχεται σὲ τακτικὴ συνέλευση τουλάχιστο μὲ φορὰ τὸ χρόνο μετὰ ἀπὸ πρόσκληση τοῦ Προέδρου της, ἐναλλάξ σὲ κάθε χώρα. 'Εκτακτες συνελεύσεις συγκαλούνται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο μὲ αἴτηση μιᾶς ἀπὸ τὶς ἀντιπροσωπεῖες γιὰ τὴν ἔξεταση ἐπειγόντων θεμάτων. Ο Πρόεδρος προτείνει τὸν τόπο και τὸ χρόνο τῆς συνέλευσης καθὼς ἐπίσης και τὸ σγέδιο ἡμερήσιας διάταξης στὸ ὅποιο κάθε ἀντιπροσωπεία ἔγγραφει τὰ σημεῖα τὰ διόπτα ἐπιθυμεῖ νὰ πραγματεύεται. 'Η ἡμερήσια διάταξη τῶν τακτικῶν συνελεύσεων κοινοποιεῖται πρὸς τὶς ἀντιπροσωπεῖες ἔνα μήνα πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς συνέδου.

'Άρθρο 8.

Κάθε ἀντιπροσωπεία δικτύεται μία ψήφο. Οἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται όμορφων. Γιὰ κάθε συνέλευση συντάσσεται πρακτικὸ τὸ ὅποιο ἀφορᾷ ἐγκριθεῖται ὑπογράφεται ἀπὸ τοὺς ἀρχηγούς τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν.

'Άρθρο 9.

Γιὰ τὴν ἀποτελεσματικὴ ἐνημέρωσή της στὸ ἐπιστημονικὸ τεχνικὸ πεδίο, ἡ 'Επιτροπὴ συγκεντρώνει τὰ

διαθέσιμα στοιχεῖα καὶ πληροφορίες καὶ ἀναπτύσσει σχέσεις τόσο μεταξὺ τῶν ἀντισυμβαλλομένων μερῶν δύο καὶ μὲ τοὺς διειθεῖς δργανισμοὺς οἱ ὅποιοι εἶναι ἀρμόδιοι γιὰ τὴν προστασία τοῦ θαλάσσιου περιβάλλοντος.

"Αρθρο 10.

Οἱ συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις ἔξετάζουν τὶς προτάσεις τὶς ὅποιες ἔχει ἐπεξεργασθεῖ ἢ 'Ἐπιτροπὴ καὶ ἀποφασίζουν γιὰ τοὺς δρους ἐφαρμογῆς τῶν ἀναγκαίων μέτρων.

"Αρθρο 11.

Κάθε μιὰ ἀπὸ τὶς συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις καλύπτει τὰ ἔξοδα συμμετοχῆς τῆς στὴν 'Ἐπιτροπὴ καὶ στὶς ἐνδεχόμενες ὄμάδες ἐργασίας καθὼς καὶ τὰ ἔξοδα τῶν ἐρευνῶν οἱ ὅποιες διεξάγονται μέσα στὴν ἐπικράτεια τῆς. Οἱ δαπάνες τῶν προγραμμάτων καὶ ἐρευνῶν κοινοῦ ἐνδικαφέροντος κατανέμονται μεταξὺ τῶν συμβαλλόμενων Κυβερνήσεων σύμφωνα μὲ τοὺς δρους τοὺς ὅποιους προτείνει ἢ 'Ἐπιτροπὴ καὶ ἀποφασίζουν οἱ Κυβερνήσεις. 'Ανάλογη διαδικασία εἶναι δυνατὸν νὰ ἐφαρμοσθεῖ στὴν περίπτωση κατὰ τὴν δροία ἢ 'Ἐπιτροπὴ θὰ ἥθελε νὰ προτείνει ἕκτατες ἐρευνές.

"Αρθρο 12.

Ἡ 'Ἐπιτροπὴ συντάσσει τὸν ἐσωτερικὸν Κανονισμὸν τῆς λειτουργίας τῆς στὴν ἑλληνικὴ καὶ ιταλικὴ γλώσσα.

"Αρθρο 13.

Ἡ συμφωνία αὐτὴ ὑπόκειται σὲ κύρωση καὶ θὰ τεθεῖ σὲ ἴσχυ τὴν ἡμέρα τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐπικυρωτικῶν ἐγγράφων ἢ ὅποια θὰ γίνει στὴν Ἀθήνα.

"Αρθρο 14.

Κάθε μιὰ ἀπὸ τὶς συμβαλλόμενες Κυβερνήσεις μπορεῖ νὰ καταγγείλει τὴν συμφωνία αὐτὴ ὅποτεδήποτε μετὰ ἀπὸ πάροδο τεσσάρων ἐτῶν ἀπὸ τῆς θέσεώς τῆς σὲ ἴσχυ, κατόπιν ἔξαμηνης προειδοποιητικῆς προθεσμίας.

Ἐγίνε στὴ Ρώμη τὴν 6η Μαρτίου 1979 σὲ δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα στὴ γαλλικὴ γλώσσα.

Γιὰ τὴν 'Ελληνικὴ Κυβέρνησην Γιὰ τὴν 'Ιταλικὴ Κυβέρνησην
MAPINOS GEROULANOS G. MANZARI

"Αρθρο 2.

Ἡ ἴσχυς τοῦ παρόντος ἀρχίζει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του στὴν 'Εφημερίδα τῆς Κυβέρνησης.

Πάραγγέλμενον νὰ δημοσιευθῇ εἰς τὴν 'Εφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸν επίμενον τὸν παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

'Αθῆναι, 2 Ιουλίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

| | |
|----------------------|-----------------------|
| ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ | ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ |
| ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ | ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ |
| ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ, ΟΙΚΙΣΜΟΥ | |
| ΚΑΙ ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ | |
| ΑΝΤΩΝΙΟΣ ΤΡΙΤΣΗΣ | ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ |
| ΑΝΕΥ ΧΑΡΤΟΦΥΛΑΚΙΟΥ | ΕΥΣΤΑΘΙΟΣ ΓΙΩΤΑΣ |
| ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ | |

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

'Αθῆναι, 5 Ιουλίου 1982

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. Α. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 453

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 648/1969 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Κάστρου Ἡλείας ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὴ Βιβλιοθήκη Κάστρου» (φ. 202/1969 Α').

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

"Εχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἁρμόδιων 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴν 29/1981 ἀπόφαση τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Κάστρου Νομοῦ Ἡλείας.

3. Τὴν 308 τῆς 28.4.1982 γνωμοδότηση τοῦ Συμβουλίου τῆς Επικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ 'Υπουργοῦ 'Εσωτερικῶν, ἀπεργεσίουμε:

"Αρθρο μόνο.

Ἡ παραγγελίας 4 τοῦ ἁρμόδιου μόνου τοῦ Β. Δ/τος 648/1969 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Κάστρου Ἡλείας ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὴ Βιβλιοθήκη Κάστρου» (φ. 202/1969 Α')» ἀντικαθίσταται ως ἔξης:

«4. Τὸ νομικὸ πρόσωπο διοικεῖται ἀπὸ πενταμελὲς διοικητικὸ συμβούλιο ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ τούς:

α) Πρόεδρο τῆς κοινότητας ως πρόεδρο, β—γ) δύο κοινοτικοὺς συμβούλους καὶ δ—ε) δύο δημότες.

Τὰ μέλη, μὲ στοιχεῖα β—ε ὁρίζονται μὲ ἀπόφαση τοῦ κοινοτικοῦ συμβούλιου.

Τὸ διοικητικὸ συμβούλιο ἐκλέγεται ἀντιπρόεδρο ἀπὸ τὰ μέλη τοῦ.

Ἡ δημοτικὴ τοῦ διοικητικοῦ συμβούλιου ἀκολουθεῖ τὴν κοινοτικὴ περίοδο».

Στὸν 'Υπουργὸ 'Εσωτερικῶν, ἀναθέτουμε τὴν δημοσίευση καὶ ἐκτέλεση τοῦ παρόντος διατάξυτος.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(3)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 454

Τροποποίηση τοῦ 6.δ/τος 8/1972 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Στρεφίου Ἡλείας ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὴ Βιβλιοθήκη Στρεφίου» (Φ. 4/1972 Α').

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

"Εχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἁρμόδιων 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴν 21/1981 ἀπόφαση τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Στρεφίου Νομοῦ Ἡλείας.

3. Τὴν 302/28.4.1982 γνωμοδότηση τοῦ Συμβουλίου τῆς Επικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ 'Υπουργοῦ 'Εσωτερικῶν, ἀπεργεσίου:

"Αρθρο μόνο.

Ἡ παραγγελίας 4 τοῦ ἁρμόδιου μόνου τοῦ 6.δ/τος 8/1972 «περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Στρεφίου Ἡλείας ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὴ Βιβλιοθήκη Στρεφίου» (Φ. 4/1972 Α')» ἀντικαθίσταται ως ἔξης:

«4. Τὸ νομικὸ πρόσωπο διοικεῖται ἀπὸ πενταμελὲς διοικητικὸ συμβούλιο ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ: α) πρόεδρο τῆς

κοινότητας ως πρόσθιρο δι-γ) δύο κοινοτικούς συμβούλιους και δ - ε) δύο δημότες.

Τὰ μέλη μὲ στοιχεῖα 6 - ε δικούνται μὲ ἀπόφαση τοῦ κοινοτικού συμβουλίου.

Τὸ διοικητικὸ συμβούλιο ἐκλέγει ὄντι πρόσθιρο ἀπὸ τὰ μέλη του.

«Ἡ θητεία τοῦ διοικητικοῦ συμβούλιου ἀκολουθεῖ τὴν κοινωνικὴ περίοδο».

Στὸν Ὑπουργὸ Ἐσωτερικὸν, ὁποιότερομε τὴ δημοσίευση καὶ ἔκτέλεση τοῦ παρόντος διατάχματος.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 455

Σύσταση στὸ Δῆμο Δομοκοῦ Νομοῦ Φθιώτιδος ιδίου νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Μορφωτικὸν Κέντρον Δομοκοῦ».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

«Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴ 40/1981 ἀπόφαση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Δομοκοῦ Νομοῦ Φθιώτιδος.

3. Τὴ 278 τῆς 7.4.1982 γνωμοδότηση τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, μὲ πρότερη τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐσωτερικῶν, ἀποφασίζουμε:

«Ἀρθρο μόνο.

«Ἡ παράγραφος 5 τοῦ ἀρθροῦ μόνου τοῦ Β. Δ/τος 360/1962 γιὰ τὴ σύσταση στὸ Δῆμο Δομοκοῦ Νομοῦ Φθιώτιδος ιδίου νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Μορφωτικὸν Κέντρον Δομοκοῦ» ἀντικαθίσταται ως ἔξης:

«5. Τὸ νομικὸ πρόσωπο διοικεῖται ἀπὸ ἑπτακατέσκοπο μὲ τὸ ἀπότελεσμα τοῦ παρόντος διατάχματος.

α) Δήμαρχο ως Πρόεδρο, β—γ) δύο δημοτικούς συμβούλους καὶ δ—ζ) τέσσαρες δημάτες ἀπὸ ἑκατένους ποὺ ἔχουν ἀνιάλογη ἐπιφρεδικατηκή ή κοινωνική δρᾶση ή εἰδίκεις γνώσεις.

Τὰ μέλη μὲ στοιχεῖα β—ζ ἐμλέγονται ἀπὸ τὸ δημοτικὸ συμβούλιο.

Τὸ διοικητικὸ συμβούλιο ἐκλέγει ὄντι πρόσθιρο ἀπὸ τὰ μέλη του.

«Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβούλιου ἀκολουθεῖ τὴ θητεία τῆς δημοτικῆς δραχῆς.

Τὸ νομικὸ πρόσωπο ἐκπροσωπεῖται στὰ δικαστήρια καὶ τὰ κάθε ἀρχὴ ἀπὸ τὸν πρόεδρο διπλανὸν αὐτὸς ἀπονομάζει ἡ κωλύσται ἀπὸ τὸν ἀντιπρόσθιρο.

Στὸν Ὑπουργὸ Ἐσωτερικῶν ἀκολουθούμε τὴ δημοσίευση καὶ ἔκτέλεση τοῦ παρόντος Διατάχματος.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 456

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 628/1960 (φ. 140/1960 A').

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

«Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴ 28/1981 ἀπόφαση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Πολυγύρου Νομοῦ Χαλκιδικῆς.

3. Τὴ 277/7.4.1982 γνωμοδότηση τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, μὲ πρότερη τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐσωτερικῶν, ἀποφασίζουμε:

«Ἀρθρο μόνο.

Στὸ τέλος τῆς παραχρήστου 5 τοῦ ἀρθροῦ μόνου τοῦ Β.Δ. 626/1960 «περὶ συστάσεως ἐν τῷ Δήμῳ Πολυγύρου Χαλκιδικῆς οἵου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Μορφωτικὸν Κέντρον Δήμου Πολυγύρου» (φ. 140/60 Α') προστίθεται ἑδάφιο ποὺ ἔχει ως ἔξης:

«Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου τοῦ νομικοῦ προσώπου εἶναι διετής».

Στὸν Ὑπουργὸ Ἐσωτερικῶν ἀκολουθούμε τὴ δημόσιευση καὶ ἔκτέλεση τοῦ παρόντος Διατάχματος.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(6)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 457

Σύσταση νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα «Πνευματικὸν Κέντρον Διαδικτῶν».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

«Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 137 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴ 47/1981 ἀπόφαση τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Διαδικτῶν Νομοῦ Θεσσαλονίκης.

3. Τὴ 268/7.4.1982 γνωμοδότηση τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, μὲ πρότερη τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐσωτερικῶν, ἀποφασίζουμε:

«Ἀρθρο μόνο.

1. Συνιστάται στὴν Κοινότητα Διαδικτῶν Νομοῦ Θεσσαλονίκης ιδίο νομικὸ πρόσωπο μὲ τὸ ὄνομα «Πνευματικὸν Κέντρον Διαδικτῶν».

2. Σηκοπὸς τοῦ νομικοῦ αὐτοῦ προσώπου εἶναι:

«Ἡ δημιουργία καὶ ἀνάπτυξη κάθε μορφῆς πνευματικῆς καὶ πολιτιστικῆς δραστηριότητος στὴν περιοχὴ τῆς Κοινότητας Διαδικτῶν καὶ εἰδικωτερά:

α. «Ἡ ἔρευνα καὶ ἡ προώθηση γιὰ δημόσια συζήτηση τῶν προβλημάτων ποὺ ἀπαρτίζουν τοὺς κατοίκους τῆς Κοινότητας καὶ τοὺς νέους εἰδικωτερά:

β. «Ἡ ἐκλαϊκεύση τοῦ παρόντος τῶν τελευταίων ἐπιστημονικῶν ἐπιτεύξεων.

γ. «Ἡ δημιουργία καὶ προσφορὰ τῶν κατοίκων τῆς Κοινότητας Διαδικτῶν στὴν κοινωνική πρόσθιρο τοῦ τόπου.

δ. «Ἡ παροχὴ ὑποτροφίῶν σὲ ἀρίστους μαθητές Πνευματικοῦ καὶ Λυκείου.

Οἱ συνοποὶ αὐτοὶ τοῦ νομικοῦ προσώπου ἐπιδιώκουνται μὲ σεμινάρια, διαλέξεις, συναυλίες, φυχαγωγικές ἐκδηλώσεις, δημιουργία φλακομονικῆς, προσδοκή τεινών, ἐκδηλώσεις ζωγραφικῆς, συγκέντρωση λαογραφικῶν ὄληκον, δημιουργίας θεατρικού δημίου, χρωμάτων καὶ δημιουργίας λαϊκῶν χορών.

3. Τὸ νομικὸ πρόσωπο στεγάζεται στὸ οἰκημα τοῦ κοινοτικοῦ καταστήματος.

4. Πόροι τοῦ νομικοῦ προσώπου εἶναι:

α. «Ἐπήρεια ἐπιχειρηγητηρία τῆς κοινότητας ποσού 250.000 δραχμῶν.

β. Κάθε φύσεως εἰσφορές, δωρεές, αληγονομίες καὶ αληγοδοσίες.

γ. Εἰσπράξεις ἀπὸ τὸ ἀντίτιμο τῶν πραγμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν ποὺ παρέχονται ἀπὸ τὸ νομικὸ πρόσωπο.

- δ. Πρόσοδοι: από την ίδια του περιουσία.
 ε. Κάθε παροχή του Κράτους ή άλλη νόμιμη πρόσοδος.
 5. Τὸ νομικὸ πρόσωπο διοικεῖται από πενταμελὲς διοικητὴ καὶ συμβούλιο ποὺ ἀποτελεῖται από τούς:

α) Πρόεδρο τῆς Κοινότητας ὡς πρόεδρο, θ—γ) δύο κοινοτικούς συμβούλους καὶ δ—ε) δύο δημοτές ποὺ ἔχουν κοινωνικὴ δράση, καὶ εἰδικές γνώσεις.

Τὰ μέλη μὲ στοιχεῖα β—ε ἐκλέγονται: από τὸ κοινοτικὸ συμβούλιο.

Τὸ διοικητικὸ συμβούλιο ἐκλέγει από τὰ μέλη του στὴν ἀρχὴ κάθε γερόνου τὸν ἀντιπρόεδρο, τὸν γραμματέα καὶ ἕφορο αὐτοῦ.

Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβούλιου ἀκολουθεῖ τὴν κοινωνικὴ περίοδο.

6. Τὸ νομικὸ πρόσωπο ἐκπροσωπεῖται: στὰ δικαστήρια καὶ σὲ κάθε ἀρχὴ ἀπό τὸν πρόεδρο καὶ ὅταν αὐτὸς ἀπουσιάζει: ἢ καλύεται από τὸν ἀντιπρόεδρο.

Στὸν Ὑπουργὸ Εσωτερικῶν, ἀναθέτουμε τὴ δημοσίευση καὶ ἐκτέλεση τοῦ διατάγματος αὐτοῦ.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(7)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 458

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 340/1962 (φ. 82/1962 Α').

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντας ὑπόψη:

- Τὶς διατάξεις τῶν ἄρθρων 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).
- Τὴν 108/1981 ἀπόραση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβούλιου Αταλάντης Νομοῦ Φειδιάτιδος.
- Τὴν 266/7.4.1982 γνωμοδότηρη τοῦ Συμβούλιου τῆς Επικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Εσωτερικῶν, ἀποφάσιζομε:

"Ἀρθρο μόνο.

Στὸ τέλος τοῦ διευτέλους ἐδράσιος τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Β. Δ/τος 340/1962 ("περὶ συστάσεως ἐν τῷ Δῆμῳ Αταλάντης Ιθίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Δημοτικὴ Φιλαρμονικὴ Αταλάντης» (φ. 82/1962 Α') προστίθεται: ἐδάφιο ποὺ ἔχει ὡς ἔξης:

Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβούλιου τοῦ νομικοῦ προσώπου ἀκολουθεῖ τὴ δημοσίευση τοῦ προσώπου αὐτοῦ.

Στὸν Ὑπουργὸ Εσωτερικῶν, ἀναθέτουμε τὴ δημοσίευση καὶ ἐκτέλεση τοῦ προσώπου αὐτοῦ.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(8)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 459

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος ἀπὸ 18.12.1954 (Φ. 19/1955 Α').

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντας ὑπόψη:

- Τὶς διατάξεις τῶν ἄρθρων 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).
- Τὴν 29/1981 ἀπόραση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβούλιου Πολυγύρου Νομοῦ Χαλκιδικῆς.

3. Τὴ 275/7.4.1982 Γνωμοδότηρη τοῦ Συμβούλιου τῆς Ἐπικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Εσωτερικῶν, ἀποφάσιζομε:

"Ἀρθρο μόνο.

Στὸ τέλος τοῦ πρώτου ἑδαρίου τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Β.Δ/τος 18.12.1954 ("περὶ συστάσεως ἐν τῷ Δῆμῳ Πολυγύρου Ιθίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Δημοτικὴ Μουσικὴ Πολυγύρου» (Φ. 19/1955 Α') προστίθεται: ἐδάφιο ποὺ ἔχει ὡς ἔξης:

"Ἡ θητεία τῶν μελῶν τῆς διοικουστῆς ἐπιτροπῆς τοῦ νομικοῦ προσώπου, εἰναὶ διετής).

Στὸν Ὑπουργὸ Εσωτερικῶν ἀναθέτουμε τὴ δημοσίευση καὶ ἐκτέλεση τοῦ παρόντος διατάγματος.

Αθῆναι, 21 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(9)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 460

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος 395/1962 ("περὶ συστάσεως ἐν τῷ Κεινότητι Καταρράκτου—Αρτης Ιθίου νομικοῦ προσώπου

ὑπὸ τὸ ὄνομα «Τζαμάκειος Βιέλιοιδήκη» (φ. 94/1962 Α').

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἄρθρων 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴν 44/1981 ἀπόραση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβούλιου Καταρράκτου Νομοῦ Αρτης.

3. Τὴν 327/3.5.1982 γνωμοδότηρη τοῦ Συμβούλιου τῆς Επικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Εσωτερικῶν, ἀποφάσιζομε:

"Ἀρθρο μόνο.

Στὸ τέλος τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Β. Δ/τος 395/1962 ("περὶ συστάσεως ἐν τῷ Κοινότητι Καταρράκτου—Αρτης Ιθίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Τζαμάκειος Βιέλιοιδήκη» (φ. 94/1962 Α'), προστίθεται: ἐδάφιο ποὺ ἔχει ὡς ἔξης:

".....

"Ἡ θητεία τῶν μελῶν τῆς διοικουστῆς ἐπιτροπῆς τοῦ νομικοῦ προσώπου ἀκολουθεῖ τὴν κοινωνικὴ περίοδο".

Στὸν Ὑπουργὸ Εσωτερικῶν, ἀναθέτουμε τὴ δημοσίευση καὶ ἐκτέλεση τοῦ προσώπου αὐτοῦ.

Αθῆναι, 30 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(10)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 461

Σύσταση τὸ Δῆμο Καλχιδικῆς Νομοῦ Μεσσηνίας ιδίου νομικοῦ προσώπου μὲ τὸ ὄνομα: «Δημοτικὸ Θέατρο Καλχιδικῆς».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 137 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴν 50/1982 ἀπόραση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβούλιου Καλχιδικῆς Νομοῦ Μεσσηνίας.

4. Τὸν νομικὸν πρόσωπο διοικεῖται ἀπὸ ἐννεαμελὲς διοικητικὸν συμβούλιο ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ τούς:

α. Δήμαρχο Καλυκίνων ἢ τὸν ὁρίζουντος ἀπὸ αὐτὸν διορθώντος, ὡς πρόεδρο.

β—ε) Τέσσερις δημοτικοὺς συμβούλους καὶ στ—θ) τέσσερις δημότες.

Τὰ μέλη μὲ στοιχεῖα β—θ ὁρίζονται ἀπὸ τὸ δημοτικὸν συμβούλιο.

Τὸ διοικητικὸν συμβούλιο ἔκλεγει ἀντιπρόεδρο ἀπὸ τὰ μέλη τοῦ.

Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβούλου ἀκολουθεῖ τὴν δημοτικὴν περίοδο.

5. Τὸ νομικὸν πρόσωπο στεγάζεται προσωρινὰ στὸ δημοτικὸν ἀκίνητο «Ταπτητουργεῖο».

6. Τὸ νομικὸν πρόσωπο ἀντιπροσωπεῖται στὰ δικαστήρια καὶ σὲ κάθε ἀρχὴ ἀπὸ τὸν πρόεδρο καὶ ὅταν αὐτὸς ἀπουσιάζει ἢ κωλύεται ἀπὸ τὸν ἀντιπρόεδρο.

Στὸν 'Ὑπουργὸν Ἐσωτερικῶν ἀναθέτουμε τὴν δημοσίευση καὶ ἔκτελεση τοῦ Β. Δ/τος τῆς 8.6.1987 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου ἐν τῷ Νομῷ Ἔβρου (φ. 223/1987 Α')».

'Αθῆναι, 30 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(13)
ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 464

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος τῆς 11.3.1957 «περὶ συστάσεως ἐν τῷ Δήμῳ Νέας Φιλαδελφείας ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Φιλαρμονικὴ Νέας Φιλαδελφείας» (φ. 54/1957 Α')».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴν 197/1981 ἀπόφαση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβούλου Νέας Φιλαδελφείας Νομοῦ Ἀττικῆς.

3. Τὴν 377/12.5.1982 γνώμοδότηρη τοῦ Συμβούλου τῆς Ἐπικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ 'Ὑπουργοῦ Ἐσωτερικῶν, ἀποφασίζουμε:

"Ἀρθρο μόνο.

Ἡ παράγραφος 5 τοῦ ἀρθροῦ μόνου τοῦ Β. Δ/τος τῆς 11.3.1957 «περὶ συστάσεως ἐν τῷ Δήμῳ Νέας Φιλαδελφείας ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Φιλαρμονικὴ Νέας Φιλαδελφείας» (φ. 54/1957 Α')» ἀντικαθίσταται ὡς ἔξης:

«5. Τὸ νομικὸν πρόσωπο διοικεῖται ἀπὸ πενταμελὲς διοικητικὸν συμβούλιο τὸν ἀποτελεῖται ἀπὸ τούς:

α) Δήμαρχο ὡς πρόεδρο,

β—γ) δύο δημοτικοὺς συμβούλους,

δ—ε) δύο δημότες τοῦ Δήμου Ν. Φιλαδελφείας.

Τὰ μέλη, μὲ στοιχεῖα β—ε ὁρίζονται ἀπὸ τὸ δημοτικὸν συμβούλιο.

Τὸ διοικητικὸν συμβούλιο ὁρίζει ἀντιπρόεδρο ἀπὸ τὰ μέλη τοῦ.

Ἡ θητεία τοῦ διοικητικοῦ συμβούλου ἀκολουθεῖ τὴν θητεία τοῦ δημοτικοῦ συμβούλου.

Τὸ νομικὸν πρόσωπο ἔκπροσωπεῖται στὰ δικαστήρια καὶ τοῖς ἀρχαὶ ἀρχὴ ἀπὸ τὸν πρόεδρο καὶ ὅταν αὐτὸς ἀπουσιάζει ἢ κωλύεται ἀπὸ τὸν ἀντιπρόεδρο.

Στὸν 'Ὑπουργὸν Ἐσωτερικῶν, ἀναθέτουμε τὴν δημοσίευση καὶ ἔκτελεση τοῦ παρόντος διατάγματος.

'Αθῆναι, 30 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

(14)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 465

Τροποποίηση τοῦ Β. Δ/τος τῆς 8.6.1987 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου ἐν τῷ Νομῷ Ἔβρου (φ. 223/1987 Α')».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

"Ἐχοντας ὑπόψη:

1. Τὶς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 137 καὶ 235 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικα (Ν. 1065/1980).

2. Τὴν 177/81 ἀπόφαση τοῦ Δημοτικοῦ Συμβούλου Διευθυντήριου Νομοῦ Ἔβρου.

3. Τὴν 343/3.5.1982 γνώμοδότηρη τοῦ Συμβούλου τῆς Ἐπικρατείας, μὲ πρόταση τοῦ 'Ὑπουργοῦ Ἐσωτερικῶν, ἀποφασίζουμε:

"Ἀρθρο μόνο.

Τροποποιοῦνται καὶ συμπληρώνονται οἱ διατάξεις τοῦ Β. Δ/τος τῆς 8.6.1987 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου ἐν τῷ Νομῷ Ἔβρου» (φ. 223/1987 Α') ὡς ἀκολούθως:

1. Τὸ νομικὸν πρόσωπο ἔχει τίτλο «Φιλαρμονικὴ Δήμου Διευθυντήριου».

2. Σκοπὸς τοῦ νομικοῦ προσώπου εἶναι ἡ διάδοση, τῆς μουσικῆς μὲ τὴ διαφεύγειν διατάκτησι, ἡ μόρφωση τῶν μουσικῶν καὶ ἡ ἀνάπτυξη τοῦ μουσικοῦ αἰσθήματος τῶν δημοτῶν μὲ τὶς δημόσιες συναυλίες καὶ ἔκδηλώσεις.

3. Τὸ νομικὸν πρόσωπο στεγάζεται σὲ κτιριακές ἐγκαταστάσεις τοῦ Δήμου ἀνάλογα διαρρυματισμένες, γιὰ τὴν πλήρη κάλυψη ὅλων τῶν ἀναγκῶν του.

4. Πόροι τοῦ νομικοῦ προσώπου εἶναι α) ἑτήσια ἐπιχορήγηση, τοῦ δήμου 100.000 δραχμῶν.

β) Κάθε εἰδούς εἰσφορές, διωρέες, κληρονομίες καὶ κληροδοσίες.

γ) Εἰσπράξεις ἀπὸ τὸ ἀντίτιμο τῶν πραγμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν ποὺ παρέχονται ἀπὸ αὐτῷ.

δ) Πρόσοδοι: ἀπὸ τὴ δική του περιουσία, καὶ

ε) Κάθε παροχὴ τοῦ Κράτους ἢ ἀλλη νόμιμος πρόσοδος.

6. Τὸ νομικὸν πρόσωπον διοικεῖται ἀπὸ ἑπταμελὲς διοικητικὸν συμβούλιο ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ τούς:

α) Δήμαρχο ὡς Πρόεδρο

β—γ) δύο δημοτικούς συμβούλους, καὶ

δ—ζ) τέσσερις διδώτες ἀπὸ τοὺς ὀποίους ἔναις καθηγητὴς Σωματωπῆς Ἀγωγῆς, ἔναις διάσκολος, ἔναις ἀπὸ τὸν 'Εμπορικὸ Σύλλογο καὶ ἔναις ἀπὸ τὴν Ἀθηναϊκὴν Ένωση Διευθυντήριου.

Τὰ μέλη, μὲ στοιχεῖα β—ζ ἔκλεγονται ἀπὸ τὸ δημοτικὸν συμβούλιο.

Τὸ διοικητικὸν συμβούλιο ἔκλεγει ἀντιπρόεδρο ἀπὸ τὰ μέλη.

Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ συμβούλου ἀκολουθεῖ τὴν θητεία τοῦ δημοτικοῦ συμβούλου.

6. Τὸ νομικὸν πρόσωπο διοικεῖται στὰ δικαστήρια καὶ σὲ κάθε ἀρχὴ ἀρχὴ ἀπὸ τὸν πρόεδρο καὶ ὅταν αὐτὸς ἀπουσιάζει: ἢ κωλύεται ἀπὸ τὸν ἀντιπρόεδρο.

Στὸν 'Ὑπουργὸν Ἐσωτερικῶν, ἀναθέτουμε τὴν δημοσίευση καὶ ἔκτελεση τοῦ διατάγματος αὐτοῦ.

'Αθῆναι, 30 Ιουνίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ